

monarchie, ni de monarque. C'est dans la dépêche adressée le 19 mars, par le plénipotentiaire espagnol au gouvernement de Sa Majesté, qu'il est dit que les troupes françaises avaient pris sous leur protection les Almonte et les Haro. Pour ne pas fatiguer le sénat, je ne lirai pas les pièces; il y a, je crois, dans celle-ci : « Votre Excellence peut penser que du moment où un tel fait est arrivé à ma connaissance, je me suis empressé de demander des explications aux plénipotentiaires français, et, comme la réponse de l'amiral Jurien ne me satisfait point, je lui écris la lettre dont Votre Excellence verra la copie dans le numéro suivant... » Cette lettre est une de celles que, sur ma demande, M. le marquis de Castillejos — général Prim — a eu la bonté de déposer sur le bureau.

« Mon cher général... nos engagements sont les mêmes, depuis que nous faisons de la politique ensemble. J'espère en Dieu que nous en sortirons honorablement pour la gloire de nos souverains, pour la grandeur de nos pays et pour notre honneur même. Votre idée, comme la mienne, est de ne pas brûler nos vaisseaux sur un prétexte futile.

« Mais en même temps, vous comme moi, nous sommes décidés à le faire, si le gouvernement ne faisait pas droit à nos justes réclamations; n'êtes-vous pas de mon avis? Par exemple, nous avons sur le tapis la question relative aux vexations que le gouvernement commet sur nos nationaux, pour leur faire payer la contribution de 2 1/2 % sur leurs capitaux; nous avons encore à lui reprocher un attentat, celui d'exiger de six maisons de la capitale, dont trois sont espagnoles, un emprunt forcé de 500,000 piastres. » — J'ouvre ici une parenthèse pour insérer une rectification faite par le général Prim lui-même et qui révèle le motif de sa récente humeur belliqueuse. « Pour lors, dit-il, sir Wyke reçut la nouvelle que le gouvernement du Mexique poursuivait ses exigences envers nos compatriotes de 2 % sur les capitaux, et imposait, en outre, un emprunt forcé de 500,000 piastres sur six maisons, dont je croyais que trois étaient espagnoles. Je m'étais trompé

en ce point, car il n'y en avait qu'une, elle était hispano-américaine, et c'était la mienne. A l'instant j'écrivis à Doblado, ministre de Juarez, lui demandant des explications sur ce fait particulier. Il me répondit d'une manière arrogante; je dis — j'écrivis — aussitôt à M. Jurien de la Gravière, qu'il fallait que la conférence se réunît promptement, afin de traiter de ce fait; car s'il convenait de commencer le feu, il fallait le faire pour la défense des intérêts de nos concitoyens et non pour des choses injustifiables. » Mais, le temps porte conseil, rompre avec le gouvernement mexicain pour une raison privée et pécuniaire n'était pas digne et ne pouvait être accepté des collègues de M. Prim; il fallait donc trouver un autre prétexte; faute de mieux, le comte de Reus prit celui de la question Almonte. — Je ferme la parenthèse et continue la lettre adressée à l'amiral Jurien.

« Nous avons aussi à l'empêcher — le gouvernement — d'exécuter la menace de Doblado de fermer les communications commerciales de la Vera-Cruz avec l'intérieur du pays, dans le cas où la douane ne lui serait pas rendue. En voilà trop pour des puissances comme nous sommes ici. *En voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats.* Réunissons-nous ici le plus tôt possible et agissons. J'ai déjà prié M. de Saligny de venir; venez vous-même. Le commodore arrivera aussi. Sir Charles Wyke est d'accord avec moi. Réunissons-nous donc et que cela finisse. »

Dans cette lettre est-il question d'Almonte? demanda-t-on aux plénipotentiaires français, pourquoi ils l'accueillaient sous leur drapeau? « Que dit-on? ajoute M. Bermudez de Castro : Rompons la convention de la Soledad et marchons en avant. Et je dis : rompons la convention de la Soledad, parce qu'on a beaucoup parlé, on a fort accusé les plénipotentiaires français de mauvaise foi pour avoir voulu la rompre... »

A cette lettre, l'amiral Jurien fit une réponse très longue dont voici le résumé : « Il n'a pas le désir de brûler ses vaisseaux pour un prétexte futile; après que le général Doblado

eut récemment communiqué les mesures de proscription qu'il venait de prendre, il lui semblait de sa dignité de ne pas devoir permettre ces mesures; qu'il était disposé à adopter, sur ce terrain, une déclaration de rupture; que de nouveaux traités, de nouveaux arrangements avec le Mexique n'étaient point nécessaires; que ce dont on avait besoin, c'était de garanties positives, assurées, en vue de la constante mauvaise foi du gouvernement, et qu'il fallait agir avec la force pour faire exécuter ce qu'il était convenu, et enfin qu'il fallait exiger une amnistie complète et sans réserve, au moyen de laquelle on pourrait consulter les véritables intérêts du pays. »

La divergence entre ces deux lettres consiste en ce que l'amiral Jurien voulait rompre pour des motifs plus élevés, à cause du décret de proscription et qu'il réclamait une amnistie générale pour que le pays manifestât spontanément sa volonté. Le général Prim voulait rompre par les motifs énumérés dans sa lettre et qu'il répète, presque textuellement dans une autre datée du 21 mars où je lis : « *Pouvons-nous permettre que, pendant que nous restons tranquilles dans nos cantonnements, le gouvernement continue ses vexations contre nos nationaux, dans toute la république, exigeant d'eux, ainsi que cela a lieu, le paiement de 2 1/2 % sur leurs capitaux, Doblado prétendant y avoir droit? Pouvons-nous permettre que M. Doblado nous menace de rétablir le décret qui intercepte tout mouvement commercial entre la douane de Vera-Cruz et l'intérieur du pays, dans le cas où on ne lui rendrait pas cette douane?* »

« *Pouvons-nous permettre que l'on exige un emprunt forcé de 500,000 piastres payable par six maisons, dont trois sont espagnoles? Voilà, cher ami, une raison pour nous montrer, sir Charles Wyke et moi, dans une attitude plus énergique que celle que nous avons quand nous nous sommes séparés.* »

« *Je vous remets ci-incluse la lettre de M. Doblado, et vous jugerez, dans votre noble orgueil, si une pareille sécheresse peut nous convenir. Vous trouverez donc dans la*

*lettre de Doblado et dans mes explications le véritable motif de notre humeur belliqueuse, et ne le cherchez pas ailleurs, vous ne le trouveriez pas.* »

Le général Prim affirme donc lui-même que ce n'était point ailleurs, mais uniquement dans la lettre de M. Doblado qu'il fallait chercher la cause première de la rupture de la convention de la Soledad. A cette lettre l'amiral Jurien répondit le 22 mars : — « *Je regrette comme vous les vexations dont vous vous plaignez, je les trouve odieuses et suis décidé à en exiger une juste satisfaction; mais ce ne sont pas là nos seuls griefs. Ce dont vous vous plaignez, n'est que la continuation de l'ancienne conduite de Juarez et de ses anciens attentats. Vous avez consenti à entamer de nouvelles négociations diplomatiques, la continuation de nos griefs suffit pour les rompre : qu'il en soit ainsi; quant à moi j'y suis prêt; depuis que nous sommes ici, je vous ai demandé d'imposer au gouvernement de Juarez une amnistie formelle, sincère. Nous voulons voir la volonté du peuple mexicain se manifester légalement; demandons à Juarez qu'il n'y mette point obstacle; demandons-lui de révoquer ses édits de mort, qu'il laisse ses amis comme ses adversaires exprimer leur opinion, et alors, si le peuple mexicain, délivré de cette pression et de ses perpétuelles menaces de condamnation à mort, vote pour la république, sous le commandement de Juarez, à la bonne heure, il sera dans son droit; mais imposez, ou pour le moins, demandez à Juarez une amnistie.* »

Cette politique de l'amiral Jurien, l'amnistie pour tous, la fin des proscriptions, la révocation des édits de mort, la libre manifestation de la volonté de tous les Mexicains, paraîtra, aux yeux de tout homme impartial, comme elle parut aux yeux du parlement espagnol, beaucoup plus noble et plus libérale que celle suivie par le général Prim qui s'appliquait à perpétuer l'ordre de choses existant. Le 29 mars, l'amiral Jurien écrivait à sir Charles Wyke : « *Ce que je demande comme base pour les prochaines conférences d'Ori-*

zaba, c'est l'amnistie générale et c'est que les plénipotentiaires se mettent d'accord pour régler par quels moyens les Mexicains pourront émettre librement leurs opinions sur la forme du gouvernement qui leur convient. »

« Ainsi que le sénat l'aura vu, disait M. Bermudez de Castro, il n'y a, dans tous ces documents, pas un seul mot relatif à Almonte ni à l'archiduc Maximilien. » L'honorable orateur croit qu'une main occulte, pour le malheur de l'expédition, a fait avorter le but proposé par l'intervention. M. Bermudez, ne pouvant attaquer en plein sénat les aspirations individuelles du général Prim et ne voulant point tirer les conséquences naturelles de l'encens hyperbolique que le comte de Reus se brûlait à lui-même, dans l'*Éco de Europa*, lorsqu'il se donnait les titres modestes de héros, de foudre, d'ange, de lion, de demi-dieu et de Mars, voit cette main occulte dans la personnalité de M. Wyke et prouve au général Prim que les commissaires anglais l'ont trompé comme Doblado, et comme l'ont trompé ses propres idées.

« Nous avons exposé dès le principe, dit-il, la politique suivie par l'Angleterre dans cette question... La rivalité personnelle qui existait entre le vicomte de Saligny et sir Charles Wyke est peinte dans tous les documents, dans les communications officielles de M. le comte de Reus et dans une pièce que je viens de lire il y a un instant, on nous dit formellement qu'il n'espérait pas pouvoir conjurer la tempête et maintenir l'harmonie entre deux nations rivales et entre des intérêts opposés. Je ne répéterai pas la qualification de *diplomate de certaine espèce* que l'on met dans la bouche de M. de Saligny ou qu'il aurait écrite; je dirai cependant que dans cette même communication on inflige un juste blâme aux velléités du ministre de la Grande Bretagne *changeant tout à coup de couleur politique pour pouvoir conclure un traité extrêmement avantageux avec le gouvernement mexicain*, mais que le congrès de cette même nation eut le bon sens de rejeter. »

L'heure de partir était déjà sonnée pour les troupes an-

glaises. Les commissaires anglais, ayant alors tout ce qu'ils désiraient, voyaient avec déplaisir leurs collègues espagnol et Français prêts à s'entendre et rester derrière eux. Pour amener une rupture entre l'amiral Jurien et le comte de Reus, ils firent croire à ce dernier qu'ils s'éloignaient à cause du général Almonte qui était au Mexique depuis le 1<sup>er</sup> mars, et auquel ils ne songèrent qu'au moment de donner un prétexte à la rupture.

« Les ministres anglais lui disaient-ils la vérité? ajoute M. Bermudez de Castro, en faisant allusion à ce prétexte donné par les représentants anglais au général Prim pour motiver le rembarquement de leurs troupes. Non, messieurs, ils le trompaient presque comme lorsqu'ils lui firent croire que le gouvernement anglais approuvait la proclamation adressée au peuple mexicain... Ils le trompaient, je le répète, et en voici la preuve : Lord Russell écrivait à lord Cowley, ambassadeur anglais à Paris, le 11 mars 1862 : « J'ai aussi informé le comte de Flahault des ordres que nous avons donnés et de ceux que nous allions donner pour rembarquer les troupes de marine aux approches de la saison de l'épidémie. *Je lui ai prouvé*, par les documents imprimés par le parlement, *que ces instructions n'étaient pas nouvelles* et qu'elles n'étaient que la suite de nos résolutions antérieures. »

« Lord Cowley répondit, le 14 mars, au comte Russel : « M. Thouvenel m'a témoigné hier un grand regret d'avoir appris par M. de Flahault qu'on avait envoyé à Vera-Cruz l'ordre de rembarquer les troupes de marine avant l'arrivée de la saison malsaine... »

« Je lui répondis qu'il se souviendrait sans doute que dès le premier moment où on avait pensé à l'expédition, le gouvernement de Sa Majesté avait déclaré qu'il ne pouvait fournir aucunes troupes de terre et que celles de la marine ne pouvaient rester à terre pendant les mois insalubres. »

« Le sénat voit donc par là que l'embarquement de ce

bataillon de marine était déjà ordonné et qu'on avait envoyé à cet effet des instructions aux plénipotentiaires anglais. » Voici maintenant la preuve que les représentants anglais connaissaient les ordres primitifs de leur gouvernement, longtemps avant de dire au général Prim qu'ils rembarquaient leurs troupes à cause de la protection accordée au général Almonte par les représentants français. « Vera-Cruz, le 1<sup>er</sup> mars 1862 — c'est à dire *vingt-trois jours avant que le plénipotentiaire d'Espagne prit la résolution de rembarquer les troupes.* — Sir Charles Wyke au comte Russell, n<sup>o</sup> 76 des documents présentés au parlement. Par sa dépêche du 27 janvier 1862, Votre Excellence m'ordonne de ne pas m'opposer à ce que les troupes de marine se retirent de Vera-Cruz lorsque commenceront les mois insalubres.

« Loin de m'y opposer, j'é profite avec grand plaisir de la liberté qui m'est donnée, car le commodore et moi avons encouru une grande responsabilité en permettant qu'elles s'avancassent jusqu'à Orizaba.

« Comme les instructions du commodore sont conformes aux miennes, nous avons décidé de les ramener à Vera-Cruz et de les embarquer pour les Bermudes dès que nous aurons des moyens de transport. »

L'importance d'un tel document ne saurait échapper à personne, et le général Prim dut être très mortifié, quand il apprit la manière dont les représentants anglais avaient abusé de sa bonne foi. De tous ces documents il résulte que ni le gouvernement français, ni le gouvernement espagnol, ni le gouvernement anglais, n'ont eu aucune part à la rupture des conférences d'Orizaba et de la convention de Londres; il résulte également que les trois puissances étaient parfaitement au courant de l'offre faite, par les Mexicains, de la couronne du Mexique, à l'archiduc Maximilien; que le général Prim, avant son départ pour la Havane, a été informé par son gouvernement de cette candidature; que la France protégeait cette candidature; que l'Espagne, qui en avait une autre en vue pour « un prince de la maison de Bourbon

ou intimement lié avec elle, » ne s'y est pourtant pas opposée officiellement; que l'Angleterre ne s'y opposait pas du tout, comme le prouve la dépêche suivante de lord Russell à sir Charles Wyke, et qui est datée du 27 janvier 1862: « On dit qu'un grand nombre de Mexicains inviteront l'archiduc Maximilien à se placer sur le trône du Mexique et que le peuple mexicain accueillera avec joie ce changement. J'ai peu de choses à ajouter à mes instructions sur ce sujet. Si le peuple mexicain, par un mouvement spontané, place l'archiduc Maximilien sur le trône du Mexique, il n'y a rien dans le traité qui s'y oppose. »

Il résulte en outre, par une multitude de documents, dont je ne citerai que le suivant, pour abrégé ce résumé, que l'idée de la monarchie gagnait de jour en jour du terrain au Mexique, comme le certifie M. de Wagner, ministre de Prusse à Mexico, chargé de protéger les nationaux espagnols et français depuis le départ des ministres d'Espagne et de France. « M. Thouvenel, écrivait le 6 mars 1862 lord Cowley au comte Russel, m'a lu hier diverses lettres écrites par le ministre de Prusse à M. Dubois de Saligny depuis que celui-ci a quitté la capitale. Ces lettres peignent le grand désir qu'ont les habitants respectables de Mexico qu'une armée française occupe la ville et la nécessité de prendre cette mesure s'il doit résulter quelque bien permanent de la présence des forces alliées dans le pays.

« M. de Wagner ajoute, en outre, que *l'idée d'établir la monarchie sous un prince étranger gagne rapidement du terrain*, mais il ne paraît point informé du projet d'offrir le trône à l'archiduc Maximilien. »

Il résulte enfin que la question de la monarchie et celle du général Almonte n'ont eu aucune influence sur la rupture des relations; que les Anglais se sont retirés parce qu'ils en avaient reçu l'ordre dès le mois de janvier, et que le général Prim en a fait autant, lorsqu'il a perdu sa dernière espérance de remplacer Juarez à Mexico. En effet, les documents que je viens de publier et la conduite du

comte de Reus, depuis son arrivée à la Havane jusqu'à la fin du mois de mars, prouvent évidemment que ce général, si peu disposé en faveur des monarchistes, désirait parvenir à la souveraineté du Mexique, non par la forme monarchique, pour laquelle il professe beaucoup de dédain, mais par la forme républicaine. En un mot, le général Prim vantait sa personne, ses exploits passés et flattait les libéraux mexicains pour arriver à gouverner le Mexique, comme président, sauf, plus tard, à devenir souverain comme Bernadotte. Je suis tenté de croire que son gouvernement connaissait ses aspirations et ne les décourageait pas, espérant que le Mexique serait un jour uni à l'Espagne par des liens plus étroits que ceux de la diplomatie et des traités de commerce. C'est donc à la politique personnelle des représentants alliés qu'on doit la rupture des relations et de la convention de Londres et non pas à celle des puissances alliées qui l'ont subie.

Après la rupture des relations, les Français continuèrent leur mouvement rétrograde sur Paso-Ancho, conformément aux préliminaires de la Soledad. Le général Zaragoza, ne pouvant s'imaginer que cette retraite était motivée par respect pour les traités, envoya, au général Lorencez, une sommation insolente de retirer dans les vingt-quatre heures nos ambulances d'Orizaba, sinon, il ne répondait plus de nos malades. La réponse du général Lorencez se trouve dans l'ordre du jour suivant, daté du 18 avril. M. de Kératry aurait bien dû la lire, avant de lancer contre l'amiral Jurien... le reproche de n'avoir point tenu sa parole. — « Soldats et marins débarqués. — Malgré les assassinats commis sur vos camarades et les encouragements donnés à ces attentats par les proclamations du gouvernement mexicain, je voulais encore rester fidèle jusqu'au dernier moment à l'accomplissement des obligations contractées par les plénipotentiaires des trois puissances alliées; mais je viens de recevoir du général mexicain Zaragoza une lettre par laquelle la sûreté de nos malades laissés

à Orizaba sous la sauvegarde des conventions est indignement menacée. En présence de pareils faits, il n'y a plus à hésiter : marchons sur Orizaba au secours de quatre cents de nos camarades sous le coup d'un lâche attentat; marchons à leur secours au cri de vive l'empereur! — Le général en chef de l'expédition du Mexique, — comte de Lorencez. »

C'était donc le général Zaragoza, et non le général Lorencez, encore moins l'amiral Jurien, qui manquait aux engagements de la Soledad, et cela, lorsque nous n'étions plus qu'à seize ou vingt kilomètres de Paso-Ancho. Le temps des négociations était passé, la parole était désormais au canon, et nous restions seuls pour atteindre le but proposé par l'expédition commune. Malgré les quatre mois perdus en pourparlers, pendant lesquels Juarez organisait la défense, nous aurions pu facilement réaliser le programme de l'intervention, sans une suite de circonstances déplorables que le gouvernement français ne put prévoir, et qui vont se dérouler rapidement. Le général Lorencez n'avait amené que quatre mille hommes de renfort; ce chiffre, quoique modeste, suffisait pour aller à Mexico. Une armée de six mille Français valait incontestablement dix mille mexicains et l'on a vu que des armées mexicaines inférieures à ce nombre ont fréquemment traversé tout le Mexique, assiégé et pris les villes les plus importantes ainsi que la capitale de la république. En outre, nous devions compter sur l'armée conservatrice qui tenait la campagne et battait fréquemment les troupes de Juarez. Mais après les fautes diplomatiques vinrent les fautes militaires; ce ne fut que sous l'énergique direction du maréchal Bazaine, c'est à dire, deux ans environ après notre débarquement à Vera-Cruz, que les troupes françaises prirent l'allure décidée qu'elles auraient dû prendre dès le 10 janvier 1862. D'un autre côté, Juarez, n'osant espérer vaincre nos soldats sur les champs de bataille, eut recours à la corruption pour les isoler; grâce à la trahison qui lui réussit si bien, il put empêcher l'armée

des conservateurs de rejoindre devant Puebla celle du général Lorencez, avant l'échec du 5 mai.

Cette première période militaire de notre expédition est trop importante pour passer ici sous silence des détails plus ou moins inconnus en Europe. On se rappelle que le général Almonte était arrivé le 1<sup>er</sup> mars à Vera-Cruz, à bord du paquebot anglais. Aussitôt arrivé, il se mit en relation avec les partisans de l'intervention, en faveur de laquelle il travaillait depuis longtemps. Il écrivit aux principaux chefs de l'armée mexicaine qui guerroyait contre les troupes de Juarez. A Vera-Cruz, il avait été très surpris d'y trouver une partie de l'armée alliée qu'il croyait occuper déjà la capitale du Mexique, après une marche rapide sur Mexico, Juarez n'ayant alors aucun moyen de résister aux alliés. On lui dit que ce mouvement avait été paralysé par les intrigues du général Prim, et que, grâce à la célèbre convention de la Soledad, le gouvernement de Juarez avait pu réunir les troupes qui, plus tard, résistèrent à celles du général Lorencez.

Le général Almonte, profitant du départ du 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, sous les ordres du commandant Mangin, quitta le 19 mars Vera-Cruz, et arriva le 25 du même mois à Cordova. Il était accompagné du P. D. Francisco Miranda, ancien ministre de la justice; de D. Antonio Haro y Tamariz, ancien ministre des finances; de D. Manuel Ladron de Guevara, évêque de Chiapas; de D. Desiderio de Samaniego, riche propriétaire de Queretaro, et du colonel D. José Hipolito Gonzalez. Tous ces personnages appartenaient au parti conservateur libéral, sauf le P. Miranda qui était réactionnaire. Arrivé à Cordova, le général Almonte reçut des généraux D. Thomas Mejia, D. Leonardo Marquez, D. Félix Zuloaga, D. José Maria Cobos et d'autres chefs, les réponses suivantes à ses lettres, et dans lesquelles tous ces officiers supérieurs manifestent l'intention d'adhérer avec leurs forces respectives à l'intervention. Voici ces lettres.

« Le général D. Leonardo Marquez au général de division D. Juan N. Almonte. — Hacienda de Tenrisco, 10 mars 1862. —

Votre arrivée dans notre pays a été un vrai sujet de joie pour moi, soit à cause de l'estime que j'ai toujours eu pour vous, soit parce que votre arrivée va faire changer la face de l'intervention qui paraît s'être éloignée du sentier que lui avaient tracé les nations de l'Europe, et qui nous conduisait à notre perte, parce qu'il y a eu des personnes qui, quoique bien intentionnées, se laissèrent surprendre par les artifices de D. Manuel Doblado et du parti démagogue! Plaise à Dieu, mon cher ami, que vous puissiez faire tourner les événements dans le sens qu'ils doivent avoir pour sauver notre patrie aimée! Plût à Dieu, aussi, que nous puissions nous réunir pour vous instruire de l'état exact des choses et nous mettre d'accord pour réaliser le bonheur de notre pays. En attendant, je dois vous dire que nous sommes tous animés des meilleures intentions, que nous sommes anxieux de vous voir adresser la parole à la nation et de s'entendre avec nous pour travailler en commun au bien-être du pays.

« Personne ne croit à la réalisation des conférences d'Orizaba, demandées par Doblado. Il serait bon qu'elles n'eussent pas lieu; néanmoins, si elles ne peuvent être évitées, il faudrait y faire concourir deux représentants du gouvernement de Tacubaya, qui pourraient être le docteur Miranda, avec le caractère de ministre des affaires étrangères, et moi, comme général en chef de l'armée et chef de la réaction, parce que de cette manière la partie saine du pays aurait des défenseurs auprès du respectable tribunal qui va juger du sort des Mexicains. Je comprends que je ne suis en rien nécessaire dans cette assemblée, parce que les vastes capacités de S. Exc. le ministre des affaires étrangères — le P. Miranda — rempliront l'objet en vue; néanmoins, je désirerais y assister pour avoir le plaisir de mettre en évidence D. Manuel Doblado, en révélant sa perfidie et sa mauvaise foi. Si vous croyez que ma présence soit utile aux conférences, personne, mieux que vous, peut m'y faire appeler; mais si ce n'est pas utile, je ferai avec plaisir ce que vous me direz.

« Je pense que déjà le docteur Miranda, notre bon ami,